Selon le président de l'Amicale Oumar Ndiaye l'espace commun partagé par ces familles d'horizons différents montre que le danger est permanent sur les sites.

«La précarité, la promiscuité, le désoeuvrement et la relâche de la surveillance des parents ont eu des répercussions fâcheuses sur la vie et le comportement des enfants et particulièrement des ados qui goutaient ainsi à une certaine liberté, en passant la soirée avec les jeunes de leur âge, se bagarrer ou monnayer pour utiliser les toilettes, obtenir des faveurs ou des dons». Et l'éducateur de poursuivre «au bout de quelques semaines les responsables sont confrontés à de réels problèmes avec de petit délits et écarts de comportement qui polluent la vie au niveau du lieu d'hébergement».

L'éducateur spécialisé dénonce le fait que «beaucoup de jeunes filles ont ainsi faits les frais de ce "parcage" se retrouvant avec des grossesses non désirés. Des risques de passage à l'acte et surtout des accusations pour viols, agressions, ou harcèlement sont récurrents car on voit dix familles partager une salle de classe. Attendons de voir d'ici des mois», déplore ce dernier.

Revenant sur le panel organisé pour diagnostiquer le problème, les éducateurs spécialisés préconisent des mécanismes de protection pratique. Et pour ce faire il faut l'implication forcement de la DESPS. Les éducateurs spécialisés ont également dénoncé le fait que ces sites de recasement soient confiés à des mains inexpertes alors que le modèle d'intervention de la DESPS est disponible et reste la seule direction de l'Etat opérationnelle en matière de protection des enfants en situation de vulnérabilité.

Des militaires indexés

Et, les témoignages de Alpha Mbengue du collectif des sinistrés des sites de recasement de 2005 en disent long sur leur vécu quotidien. «Il y avait trop de viols, et de grossesses dans les sites de recasement de la marine à Yembeul ». Selon ce sinistré des années 2006 recasé au camp "Marine 1" de Yeumbeul , la situation dans les camps les plus peuplés où étaient "parqué' les sinistrés, était des plus déplorables.

A l'en croire, «il y avait 756 familles a Yeumbeul 1 et 854 familles à Yeumbeul 2. L'équipe d'encadrement d'alors constitués de militaires s'est tout permis avec les femmes et les filles des sinistrés. Ils y avait même des encadreurs qu'on avait traduit en justice pour avoir violé une fille», martèle M. Mbengue.

Et d'ajouter : «ils abusaient des vivres, des tentes menaçant même de les déguerpir si certains n'obtempéraient pas. Les 80% des enfants des sinistrés n'ont pas pu rejoindre les classes à l'ouverture de cette année car il n'y avait pas d'abris prévus pour la circonstance. Beaucoup d'enfants en ont profité pour abandonner l'école. D'autres qui avaient peu de moyen ont dû emmener leurs enfants dans d'autres localités ou même payer le transport des élèves», déplore l'ancien sinistré.

Alpha Mbengue d'alerter «il y a des gens qui ne sont pas de vrai sinistrés dans les sites et pour rien au monde ne quitteront les sites car bénéficiant des avantages de repas et de dons. Il faut une bonne sélection». Il invite les autorités à plus de vigilance sur l'assistance des sinistrés. «Il faut que l'Etat mette des gens expérimentés dans les sites de recasements, veiller à ce que les tentes soient adaptés et respecter les conditions d'hygiène car les gens faisaient le rang pour accéder aux toilettes», conseille-t-il.

Par Moussa Thiam